



## Vos choix nous coûtent cher

### La capitalisation

Les déclarations affirmant vouloir sauver les retraites par répartition sont contredites par la montée en charge de la capitalisation. Chaque détérioration des conditions de retraites lui ouvre un boulevard. Parlons du RAFP, cette capitalisation imposée aux fonctionnaires, qui produit des points dont on ne connaît la valeur qu'au moment de la retraite. Cette capitalisation qui enrichit les circuits financiers échappe à la sécurité sociale. Alors sauvons vraiment la retraite par répartition, intégrons les cotisations RAFP dans la répartition. C'est, en 2021, plus de 40 milliards d'€ d'actifs ! Et plus simple encore, intégrons toutes les primes dans les salaires. 60 ans, 37 annuités c'est possible et c'est le progrès. Entendez-là aussi nos prudences sur le RIFSEEP et notre attente des projets de l'administration.

### Les cabinets conseils nous parasitent

Après les cabinets sur la réforme et la modernisation de l'Etat, nous découvrons celui sur la réforme des formations qui accompagne la Direction des Sports et celui sur la Protection Sociale Complémentaire qui accompagne la DGRH. Et il doit bien y en avoir d'autres que nous ne connaissons pas. Perte de moyens et déni des compétences pour la fonction publique ; enrichissement de quelques uns. Pour moins cher vous avez des fonctionnaires expérimenté.e.s et compétent.e.s dans les administrations. Pour moins cher que la PSC, vous avez la sécurité sociale à 100 %.

### « Ami entends-tu le vol lourd du SNU sur nos têtes ? »

- Nous sommes suspendus, en attente, des déclarations de ... l'Elysée : obligatoire ou pas ? Temps scolaire ou pas ?
- Nous faisons fonctionner les calembres sur les différents scénarios du SNU. Que restera-t-il aux associations ? Au développement de la filière animation ? Nous avons pu observer déjà une mécanique de transfert de charges dans le comité de filière. Car, comment nommer autrement la prétendue autosaisine du comité qui présente le SNU comme une opportunité pour les associations et leurs salariés ? Ponction, instrumentalisation ?
- La sortie du SNU de la DJEPVA a le mérite de clarifier les choses, car d'éducation populaire il n'y en a pas dans le SNU. Mais combien de personnels vont être enlevés à la DJEPVA pour être transférés à la nouvelle délégation ? Quel avenir pour les chargés de mission SNU en département ? Nous alertons sur la situation des stagiaires CEPJ en charge du SNU.
- Au fait, à propos d'engagement de la jeunesse, qui dans le SNU va expliquer la différence entre capitalisation et répartition ? C'est pourtant un sujet majeur pour éduquer à la solidarité.
- Il faut abandonner le SNU. Bien moins coûteux, et plus efficace, un programme à visée émancipatrice, non obligatoire, organisant une action partagée et coordonnée avec les acteurs associatifs et les collectivités locales est une voie d'avenir pour notre République.

### Blocs de compétences avant liquidation ?

Les premières esquisses du chantier de réforme des qualifications jeunesse et sport démarré il y a plus d'un an ont été révélées aux collègues. D'ingénieurs ingénieurs, entre eux, ont dessiné les paquets qui seront à vendre sur les étagères de France Compétences. Les formateurs des CREPS, les PTP des services n'ont pas été sollicités, ni associés. Pas d'évaluation, ni d'étude d'impact. Le calendrier est déraisonnable. Le pilotage de la réforme se fait par l'emploi, rien sur la qualité éducative des pratiques, rien sur la sécurité. Cette nouvelle réforme vient renforcer la concurrence

entre les CREPS et les OF privés. Et ... avec les lycées. Un comble. Les Grenelles et comité de pilotage sauront-ils conforter le service public ?

### **Les coûts humains du transfert et de la « modernisation »**

Le bilan du transfert est calamiteux. Nous persistons dans l'affirmation que c'était ça ou finir en bureau de Préfecture. L'ambiance dans les services est lourde de désespérance. Et ce n'est pas qu'une question d'« irritants ». Les moyens manquent dans ce ministère, lequel ne tient que par les contributions des agents. Celles-ci sont coûteuses sur le plan financier et psychique.

Nous demandons depuis un an communication du travail en cours sur l'adéquation missions-moyens. Le silence sur ce dossier nous l'interprétons comme lourd de menaces. Et vos interventions ce matin ne sont pas pour nous rassurer.

Recruter certes, mais sur des métiers et des statuts.

### **L'absence du politique au CSA**

L'administration centrale tient les mandats du politique avec sérieux, fermeté et compétence. Nous rencontrons donc peu de problèmes avec l'administration (DGRH, directions métiers), mais nous avons des problèmes et des divergences avec le politique et ses choix. Et c'est pour cette raison que nous voulons une présence des ministres ou de leurs cabinets aux CSA JS. Les temps d'écoute mutuelle sont utiles et nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques éducatives qui font tenir la République sur les territoires.

### **La feuille de route du SNPJS CGT : reconstruire Jeunesse ET Sports**

En juillet 2022, nous vous avons adressé une demande d'audience et une déclaration pour reconstruire après l'atomisation de nos missions dans plusieurs ministères. Nous portons toujours 7 propositions précises, ambitieuses et responsables appuyées sur nos ancrages professionnels (en 5 mn, elles sont difficiles à exposer).

Reconstruire un ministère Jeunesse ET Sports pour développer l'ingénierie éducative à l'interface des collectivités, de la société civile organisée et des capacités d'action et d'expertise sur les territoires ; recruter sur statut les compétences administratives, techniques, pédagogiques et d'inspection pour la mise en œuvre de politiques publiques d'éducation populaire et de sport, pour faire tenir la République.

Marie-Christine Bastien  
Pierre Mourot